



LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX

Association reconnue d'utilité publique

RAPPORT ANNUEL

Situation financière et sociale

Comptes annuels

ANNEE 2007

présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire

Samedi 7 juin 2008 à Echirolles

par

Henri JENN,
Trésorier

François-Xavier JARREAU,
Trésorier adjoint

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de la situation financière de notre association pour l'exercice 2007 (statuts, art. 8) à la suite de l'établissement des comptes annuels : bilan, compte de résultat et annexe (statuts, art. 16 et 18).

Nous vous informerons également sur les ressources humaines de la LPO, selon les données du bilan social.

Vous aurez à vous prononcer sur :

- l'affectation du résultat annuel,
- les situations budgétaires correspondants aux projets présentés pour 2008 et 2009.
- les legs et donations,

L'information que nous vous communiquons, et sur laquelle vous aurez à vous prononcer, est issue de notre organisation comptable et financière telle qu'elle apparaît détaillée dans nos documents, et que nous tenons à votre disposition.

Pour vous permettre une appréciation de la situation financière, les objectifs que nous nous sommes fixés pour cette présentation sont de vous restituer, comme pour les années précédentes, une information :

- **fiable**, établie selon les prescriptions comptables en vigueur, relative notamment à l'image fidèle,
- **pertinente**, en soulignant les éléments significatifs,
- **lisible**, présentée selon une version simplifiée, en regroupant les rubriques en «masse», ou avec des graphiques,
- **comparable** aux autres exercices.

Les documents de référence ont été examinés par le Commissaire aux Comptes de notre association, «Experts Conseils Associés» représentés par Monsieur Benoît de Bignières, qui vous présentera ses rapports, et à qui nous adressons nos remerciements pour l'accomplissement des différents éléments de sa mission légale comprenant :

- la mission générale, de certification des comptes annuels et vérifications spécifiques,
- mais aussi pour ses interventions connexes à la mission générale.

Nous adressons nos remerciements à tous ceux qui ont contribué à ces résultats (membres, bénévoles, volontaires, partenaires, salariés), et en particulier à l'équipe du Pôle Administration Finances et Ressources Humaines de Rochefort, pour l'ensemble du travail accompli.



Siège social : Corderie Royale - BP 90263 – 17305 ROCHEFORT CEDEX
Tél : 05 46 82 12 34 Fax : 05 46 83 95 86 e-mail : lpo@lpo.fr

RAPPORT SUR LA GESTION FINANCIERE DE L'EXERCICE 2007

La LPO, association reconnue d'utilité publique, développe des missions, programmes, activités de

↳ conservation

la LPO gère près de 13 000 ha de réserves terrestres et maritimes (7 réserves naturelles), sauvegarde des espaces de haute valeur biologique (3 800 ha), coordonne ou participe à des inventaires (ZICO, ZPS, ZNIEFF), initie des enquêtes et expertises sur les espèces menacées et vulnérables, contribue à la protection des oiseaux et de leurs habitats (Directives «Oiseaux» et «Habitats», Natura 2000), participe au débat environnemental en France et à l'international, lutte contre les excès de la chasse (dates, espèces, espaces...), agit pour l'information, l'application et l'amélioration de la réglementation liée à la protection des oiseaux et de la nature.

↳ sensibilisation et éducation du public : la LPO c'est

- ✓ 43 528 membres (+ 13.69 %) , et aussi des bénévoles, des donateurs, des partenaires,
- ✓ 21 011 abonnés à *L'Oiseau magazine* (+ 7.83 %)
- ✓ 3 199 abonnés à *Ornithos* (+ 2.80 %)
- ✓ 6 736 abonnés à *Rapaces de France* (+ 22.99 %)
- ✓ 12 600 refuges «jardins d'oiseaux», soit plus de 31 846 ha
- ✓ 14 groupes locaux, 1 relais, 6 antennes, 1 centre de soins, 7 réserves naturelles/sites/camps,
- ✓ la diffusion de produits et services sélectionnés
- ↳ un effectif de 126 salariés, des stagiaires,
- ↳ un réseau de 21 délégations, 3 centres de soins, 1 réserve naturelle, 9 sites/camps....avec plus de 110 salariés.

1- COMPTES ANNUELS 2007

Les comptes annuels présentés à votre assemblée générale sont uniquement ceux de la LPO Nationale, dont le siège social est à Rochefort sur Mer et ne comprennent pas les résultats financiers des délégations régionales ou départementales (pas de rédaction de comptes combinés).

1-1 Référentiel comptable retenu

Dispositions comptables

La nouvelle réglementation comptable des associations et des adaptations au plan comptable général qu'elle mentionne, des instructions fiscales, du Code de commerce est appliquée.

La LPO est soumise, depuis le 1er janvier 2000, aux impôts commerciaux pour les activités lucratives accessoires (notamment, TVA et impôts sur les bénéfices, taxe professionnelle).

Enfin les aides consenties par des personnes publiques ont été prises en compte. La Convention cadre Pluriannuelle d'Objectifs 2004-2006 a fait l'objet d'un avenant avec le Ministère de l'Environnement (MEDD).

Principes et méthodes

Les principes comptables mis en œuvre sont **l'image fidèle, l'indépendance des exercices, la régularité et la sincérité, la prudence, la permanence des méthodes.**

Les contributions volontaires (apport de travail des bénévoles et militants, biens ou services à titre gratuit...) n'ont pas été valorisées dans le compte de résultat. Cependant, bien que significatives à la LPO, ces contributions sont délicates à évaluer sans des renseignements suffisamment homogènes.

Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de changement de méthode sur l'exercice

Changement de méthode de comptabilisation

Il n'y a pas eu de changement de méthode sur l'exercice

1-2 Faits caractéristiques de l'exercice

2007 restera l'année

- La croissance exceptionnelle du nombre des adhérents (+ 5.240, soit 13%) ce qui nous fait passer largement la barre des 40.000 avec 43.528 membres. Cet engouement a pour conséquence les records d'abonnement à nos 3 revues : *L'Oiseau Mag.* (21 011), *Ornithos* (3 199), et *Rapaces de France* (6 736).
- Pour la première fois en 2007, la LPO osait se lancer concrètement dans la campagne pour les élections présidentielle et législatives, en publiant son manifeste auprès des candidats sur le thème : L'environnement, la biodiversité, les ressources naturelles se dégradent, que proposent-ils, comment réagissent-ils aux 20 propositions concrètes dans le domaine de l'agriculture, la biodiversité, la chasse, le climat, l'éducation à l'environnement, la fiscalité et la vie associative ?
- Par voie de conséquence, la LPO a été l'une des 9 associations retenues par le ministre de l'Ecologie pour participer au processus « Grenelle de l'environnement » qui fera date en France, et qui représente l'ossature de la politique environnementale pour les 5 ans à venir (lire *LPO Infos* n°39).
- Le procès Erika qui s'est déroulé à Paris du 12 février à la mi-juin 2007 et qui a fortement mobilisé la LPO : 2 avocats et son service juridique en permanence, son président et 5 témoins (scientifiques, collectivités locales, responsable de service LPO), et dont l'enjeu pour la LPO était de faire reconnaître le préjudice écologique avec le succès que l'on sait.

1-3 Compte de résultat (résumé)

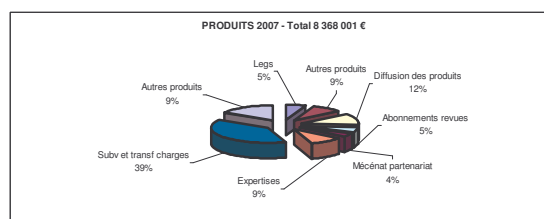
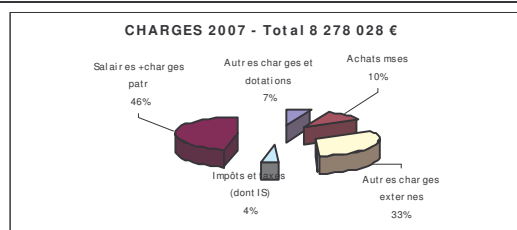
L'activité de l'année 2007 se trouve retracée dans le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de

l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement, et résumé par :

Rubriques en liste	en euros		Comparaison
	31 décembre 2007	31 décembre 2006	Budget prévis. 2007
Diffusion des produits sélectionnés et abonnements	1 471 000	1 492 342	1 616 824
Expertises, études, services, animations, dommages et intérêts reçus	790 775	681 050	606 176
Subventions et autres	1 920 317	2 313 479	2 582 527
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges (RN, Life...)	1 300 631	1 625 642	1 045 000
Cotisations, collectes et autres produits	1 706 512	1 445 483	1 561 300
Produits d'exploitation	7 189 235	7 557 996	7 411 827
Achats, variation de stocks, autres achats et charges externes	3 348 859	3 375 560	3 511 013
Impôts, taxes et versements assimilés	302 055	257 253	281 048
Charges de personnel : salaires et charges sociales	3 837 931	3 701 946	3 917 765
Dotation d'exploitation : amortissements et provisions	147 774	165 597	75 000
Autres charges d'exploitation	117 747	99 731	70 000
Charges d'exploitation	7 754 366	7 600 087	7 854 827
Résultat d'exploitation courant	- 565 131	- 42 091	- 443 000
Quote part opération faite en commun	- 67 452	- 36 863	- 37 000
Produits financiers	87 293	74 121	27 000
Charges financières	34	29 142	15 000
Résultat financier	87 259	44 979	12 000
Produits exceptionnels	461 586	550 603	550 000
Charges exceptionnelles	249	9 277	0
Résultat exceptionnel	461 337	541 326	550 000
Impôt sur les sociétés (-)	64 521	82 563	82 000
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs (+)	629 885	418 719	500 000
Engagements à réaliser sur ressources affectées (-)	391 400	768 814	500 000
Résultat de l'exercice : Excédent (+) ou déficit (-)	89 972	74 692	0

Frais exposés personnellement par les bénévoles dans le cadre de leurs activités à la LPO et permettant une réduction d'impôt (reçu fiscal) :

Produits : Bénévolat (abandon du remboursement de frais)	18 366	32 322
Charges : Personnes bénévoles (frais de déplacement)	18 366	32 322



Les budgets de charges correspondants ont été affectés aux Pôles et aux Services :

- Développement :	37 %	- Juridique :	1 %	- Conservation :	51 %
- Communication :	10 %	- International :	1 %	Total :	100 %

Après répartition des coûts du Pôle Administration Finance – Res Humaines : 4 % du total des charges (8 278 K €).

1-4 Compte de bilan (simplifié, avant affectation du résultat)

en euros

ACTIF	Net 31/12/07	Net 31/12/06	PASSIF	Net 31/12/07	Net 31/12/06
Immobilisations corporelles & incorpor.	3 053 975	2 019 126	Fonds associatifs et réserves	4 077 053	3 957 160
Immobilisations financières	23 131	5 056	Résultat net de l'exercice	89 972	74 692
Actifs immobilisés	3 077 106	2 024 182	Autres fonds asso. : subven. investis.	1 799 295	91 708
Stocks animaux (chevaux, vaches, mout.)	33 147	31 863	Fonds associatifs	5 966 320	4 123 560
Stocks marchandises	281 296	296 797	Provis. risques / charges,	341 627	307 110
Créances	3 421 764	3 986 243	Fonds dédiés	979 047	1 217 530
Valeurs mobilières et disponibilités	3 081 783	3 170 354	Dettes fournisseurs, fiscales, sociales	2 194 574	3 592 240
Charges constatées d'avance	28 933	24 143	Produits constatés d'avance	442 461	293 142
Total général actif	9 924 029	9 533 582	Total général passif	9 924 029	9 533 582

Engagements hors bilan au 31 décembre 2007

Engagements reçus :

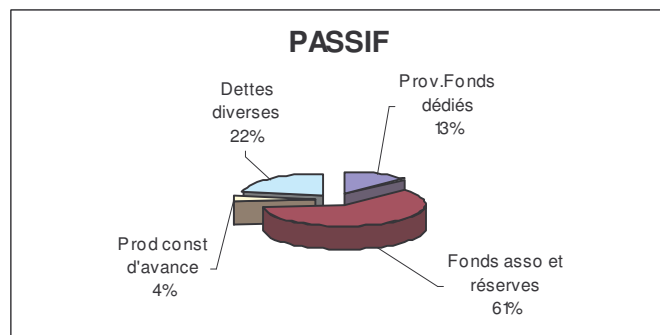
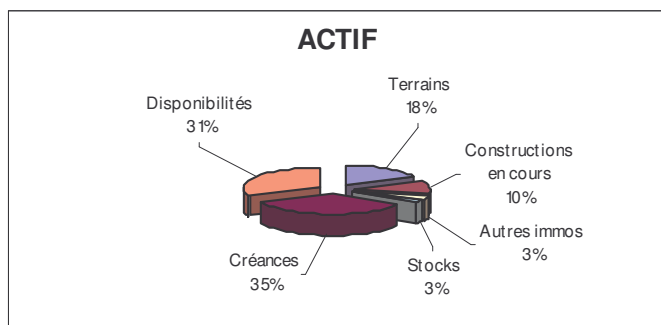
Legs nets à réaliser :

- acceptés par instances dirigeantes (CA) 325 840 €
- autorisés par la tutelle (préfecture) : 1 554 091 €
- informations de Notaires 741 394 €

Total des legs 2 621 325 €

Engagements et sûretés réelles consenties :

- avals cautions, et garanties données : néant
- sûretés réelles consenties : néant



1-5 Affectation du résultat de l'exercice

Le résultat final, confirme le fragile équilibre d'exploitation de notre association.

La LPO est largement dépendante :

- 1) des financements publics, des aides publiques et allègement de charges liés à l'emploi.
- 2) Des libéralités qui lui sont consenties par ses membres ou sympathisants.

Le résultat final est une traduction de l'activité globale ; l'analyse sectorielle permet de contribuer à une appréciation des différentes activités.

En 2007 les démarches initiées en 2004 afin de collecter des fonds privés, notamment au titre des nouvelles incitations issues de la loi sur le mécénat tant pour les dons des particuliers que ceux réalisés par les entreprises ont été développées.

Le Conseil d'Administration (26 avril 2008) après avoir constaté pour l'exercice 2007 un

résultat excédentaire de 89 972 €

propose à l'assemblée générale de la LPO du 7 juin 2008, l'affectation suivante :

Report à nouveau (crédeur) 89 972 €

1-6 Informations complémentaires

La LPO a utilisé les rubriques du passif «*fonds dédiés*» qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des **tiers** financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard (subventions de fonctionnement, dons manuels affectés, legs et donations affectés).

Les travaux de rénovation du bâtiment des Fonderies Royales ont débuté en septembre 2007 et n'ont pas d'incidence sur les compte de résultat 2007 mais sur le poste du bilan « immobilisations en cours » à l'actif, les subventions obtenues pour financer partiellement le bâtiment figurent au passif pour 1 710 K €.

Trésorerie

Dans le cadre de la rénovation des Fonderies Royales, la LPO a souscrit auprès de deux banques à parts égales l'emprunt de 1 300 000 € qui sera débloqué en 2008.

Les placements financiers de la LPO font l'objet d'une gestion prudente, avec le souci de conformité aux principes de :

- **sécurité** : comptes sur livrets, Sicav monétaires, et valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avances,
- **liquidité** : valeur liquidative fréquente, et pas d'épargne bloquée par conventions,
- **rentabilité** : en fonction des taux du marché monétaire et des capitaux disponibles,
- **fiscalité** : conforme à la réglementation en vigueur pour les associations.

Au 31 décembre 2007, les valeurs mobilières de placement recèlent des plus-values latentes estimées à 183 K€ contre 165 K€ en 2006.

Conventions réglementées

La loi sur les **Nouvelles Régulations Economiques**, a étendu aux associations ayant une activité économique, le régime des conventions réglementées.

Le Commissaire aux comptes, dans son rapport spécial, vous présentera ses conclusions.

1-7 Remboursement de frais (Statuts Art. 7)

Les remboursements des frais exposés directement, ou indirectement, par les membres du Conseil d'Administration de la LPO ont été réglés pour les montants effectivement déboursés par eux, selon les justificatifs produits pour un montant de 18 366 €.

1-8 Evènements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Néant

2 – Bilan social

L'année 2007 a été marquée par des avancées dans plusieurs directions grâce à la puissante impulsion donnée par la Direction du Pôle Administration, Finances et Ressources humaines, à la disponibilité du personnel, à l'engagement de l'encadrement et à la forte implication des Représentants élus du Personnel.

PERFECTIONNEMENT DES MÉTHODES DE GESTION DU PERSONNEL

- Organisation d'une journée rencontre inter-services.

La direction a souhaité réunir le maximum de ses collaborateurs à Rochefort sur Mer le 25 Mai 2007 (65 personnes présentes), autour de thèmes aussi riches que variés (présentation de pôles et services, état des faits marquants de l'année 2006 et axes de développement...). Cette journée s'est clôturée par un repas champêtre qui s'est déroulé en toute convivialité sur la Réserve naturelle de Mœze-Oléron.

- Organisation de journées d'accueil des nouveaux salariés

La direction a décidé d'accueillir « physiquement » les nouveaux collègues arrivés dans le courant de l'année 2007. Deux journées ont été consacrées à la présentation de l'ensemble des activités de la LPO par les Directeurs de pôle et Chefs de service ou de missions. 20 personnes de toute la France ont été ainsi accueillies les 6 & 7 Décembre 2007.

- Mise en place d'une procédure de gestion de fin de CDD
- Élaboration d'une méthode collective de suivi du temps de travail

PERFECTIONNEMENT DES MÉTHODES DE GESTION DES DONNÉES ÉCONOMIQUES

- Développement de la comptabilité analytique
- Implication de l'encadrement dans l'élaboration du budget prévisionnel annuel
- Conception de tableaux de bord périodiques de suivi budgétaire
- Recherche de l'excellence dans le suivi des dossiers de financement des projets
- Mise en place d'un service dédié à la gestion des legs

PRÉPARATION DE LA MIGRATION AUX FONDERIES ROYALES

IMPLICATIONS TECHNIQUES

- HQE : Élaboration du cahier des charges, Études d'options, Orientation des choix
- Validation des plans : Attribution des futurs locaux, Conformité aux utilisations prévues, Adaptation de la Connectique aux besoins ...
- Suivi du chantier
- Suivi économique et administratif (emprunts, négociations...)

IMPLICATIONS HUMAINES

Mise en place de groupes de travail composés par des salariés volontaires

- **Espaces de travail (mobilier, matériel : existant et évolution)**
- **Archivage et « déstockage »**
- **Gestion documentaire** (bibliothèque...) Par ailleurs, dans ce contexte, 4 autres groupes de travail se sont fixés pour objectif de réfléchir en commun sur des thématiques liées à la future installation (Intranet, Autres outils de communication, Amélioration de la convivialité et Eco-responsabiliser) et ainsi, aboutir à des solutions concertées.

2-1 Emploi – Effectifs et répartition

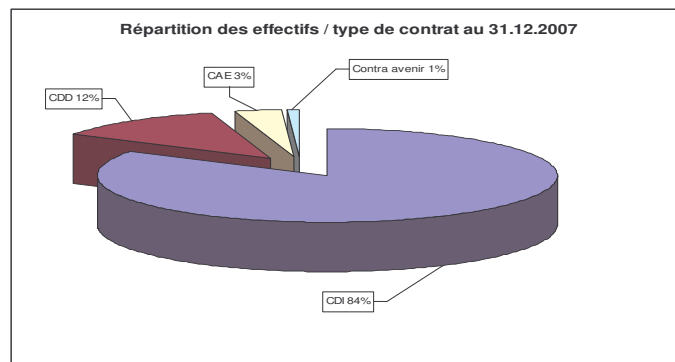
Les effectifs salariés globaux sont revenus à leur niveau de 2005 passant de 126 personnes physiques fin 2006 à 123 fin 2007, pour un équivalent temps plein (EQTP) de 108,91 en 2007 contre 112,21 en 2006.

Contrairement aux trois années précédentes les mouvements de personnel ont été importants :

- 46 arrivées tous contrats confondus (25 femmes et 21 hommes), dont 9 pérennisations de CDD vers CDI contre 37 arrivées en 2006 (dont 8 CDI).
- 49 départs tous contrats confondus (30 femmes et 19 hommes), dont 6 démissions, contre 32 départs dans le courant de l'année 2006.

La LPO bénéficie depuis l'année 2005 d'un dispositif appelé « Emploi tremplin » dont l'objectif est d'encourager le soutien, la création et la pérennisation d'emplois dans le domaine de l'environnement. Ainsi, la Région Poitou-Charentes aide depuis cette date la LPO autour d'un programme de « Restauration et valorisation de zones humides et autres espaces naturels en Poitou-Charentes (aides financières au bénéfice de 22 postes). La Région Ile de France apporte quant à elle son soutien financier en rapport à des études liées au développement de la vie associative, à la sensibilisation du grand public et à la sauvegarde des oiseaux (2 postes aidés).

L'obligation d'emploi au titre des salariés handicapés (cotisation versée à l'AGEFIPH) n'a été satisfaite en 2007 qu'à hauteur de 58% (contre 50 % en 2006).



Répartition des effectifs CDI – CDD

Au 31 décembre 2007, la proportion du nombre de contrats à durée indéterminée par rapport à la totalité des contrats confondus est de 84 % de l'effectif présent à cette date ce qui représente 103 postes sur 123.

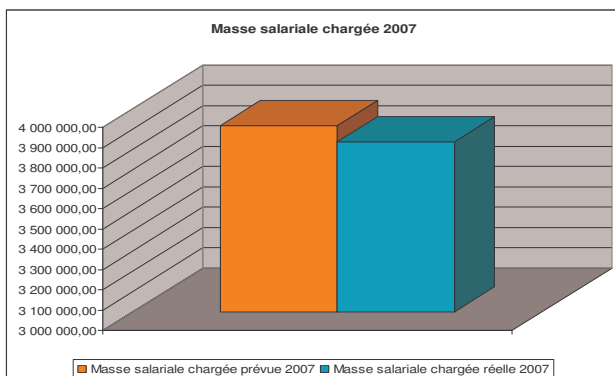
2-2 Rémunération et charges accessoires

Le montant des rémunérations brutes chargées sur l'ensemble de l'année 2007 (salaires bruts versés + charges sociales patronales) s'élève à 3.837.931 € contre 3.701.946 € sur l'année 2006, soit une augmentation globale de +3,67 %.

Cet accroissement est principalement dû à l'application de la CCNA : revalorisation du point indiciaire de 1,89% sur l'année et distribution des points d'ancienneté.

Le montant des charges sociales, correspondant aux charges de sécurité sociale, prévoyance chômage, caisses de retraites à 1.067.411 € en 2007 contre 1.022.364 € en 2006.

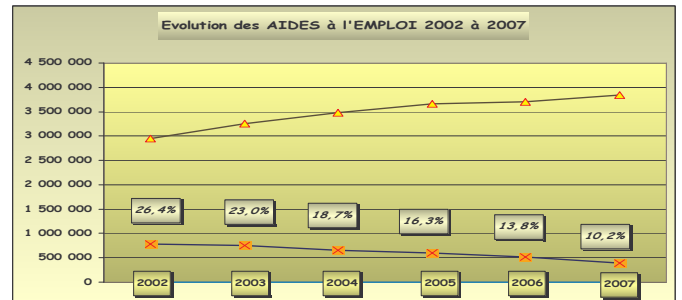
Les charges fiscales assises sur les rémunérations (taxe sur salaire, taxe d'apprentissage) sont de 181.545 € en 2007, contre 158.549 € en 2006 (augmentation expliquée en partie par la fin de statuts emplois-jeunes alors exonérés de charges fiscales).



Le total des aides à l'emploi versé au cours de l'année 2007 est composé de :

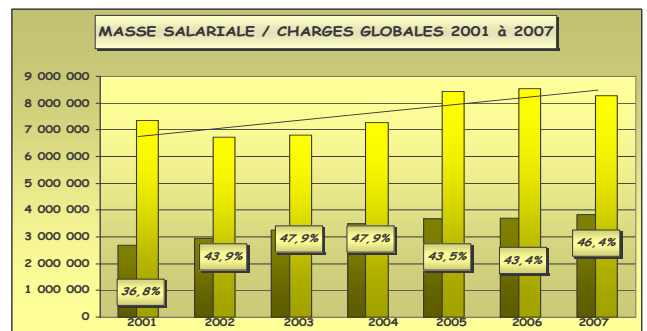
- aides Emplois Jeunes, CAE, CEC et CIE pour un montant de 255.177 € ;
- aides Emplois tremplins Régions Poitou-Charentes et Ile de France pour un montant de 137.250 €

La somme totale de ces aides cumulées en 2007 représente 392.427 € contre 512.422 € perçus au titre de l'année 2006, soit une diminution du montant des aides à l'emploi de 23,42 %. (Cf. ci-dessous l'évolution des aides à l'emploi depuis 2002)

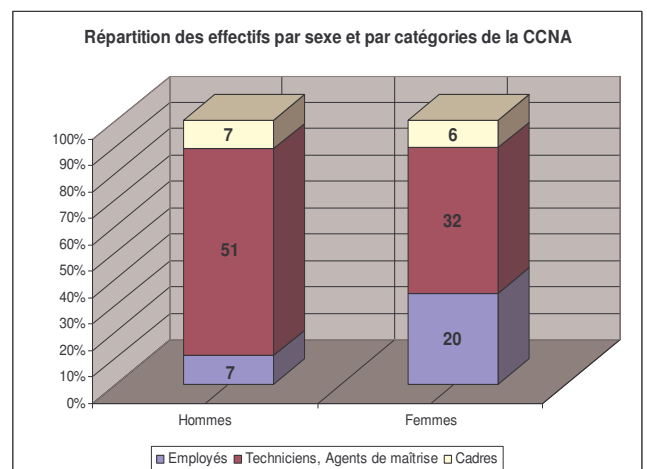


Rémunérations globales

L'ensemble des rémunérations brutes chargées versées par la LPO (salaires et charges) correspond en 2007 à 46,36 % du montant global des charges : rapport 3.837.931 € (charges salariales 2007) / 8.278.000 € (budget global 2007).

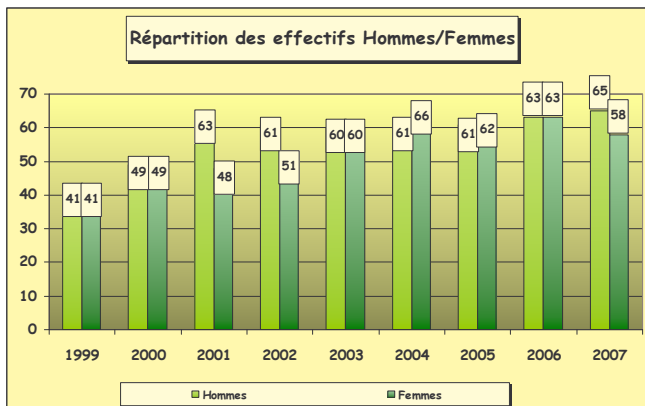


Répartition des effectifs par sexe et par catégories de la Convention collective nationale de l'animation (CCNA)



Tous sexes et tous type de contrats confondus, 66 % des salariés de la LPO occupent en 2007 la catégorie de technicien ou d'Agent de maîtrise tel qu'il est codifié dans la CCNA en Groupes 4 à 6 contre 60 % au titre de l'année 2006. Il est à préciser que l'ensemble de la catégorie cadre (groupes 7 à 9 de la CCNA) représente 10,40 % au titre de l'année 2007 contre 9,55 % au regard de la période précédente.

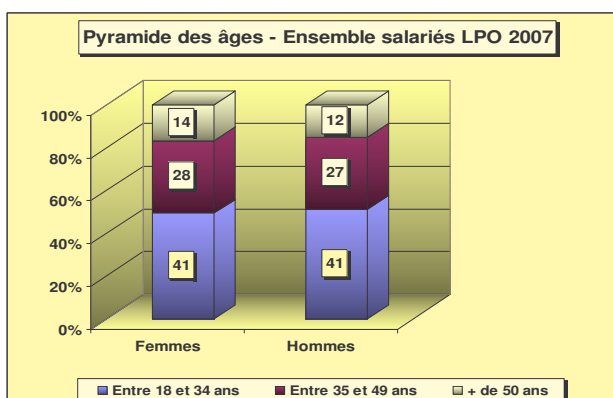
Répartition des effectifs Hommes / Femmes



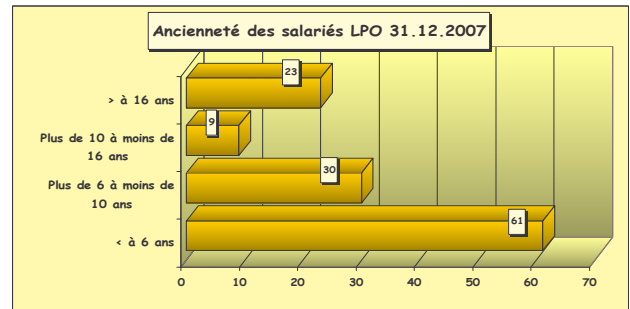
Si l'année 2006 affichée une parité exemplaire entre les hommes et les femmes, 2007 rompt cette tendance en affichant 53 % d'hommes contre 47 % de femmes salariés à la LPO.

La hiérarchie des rémunérations établie selon le rapport entre la moyenne des rémunérations des cadres et celles des employés ressort à 2,51 en 2007 comparée à 2.17 en 2006.

Pyramide des âges



Depuis plusieurs années maintenant, la pyramide des âges démontre que l'association LPO reste une structure jeune. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2007, précisément 50 % de l'effectif total de la LPO a moins de 34 ans pour une moyenne d'âge de 37 ans.



Il est à préciser qu'au 31 décembre 2007 50 % de l'effectif a moins de 5 ans d'ancienneté, 24 % entre 6 et moins de 10 ans, 7 % entre 10 et moins de 16 ans et près de 19 % plus de 16 ans d'ancienneté.

2-3 Conditions d'hygiène et de sécurité

L'année 2007 aura été l'occasion pour l'équipe de Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT) - composé de ses trois membres désignés en 2006 par les représentants du personnel et le représentant du Président de l'association - de visiter un site éloigné du siège national. C'est ainsi qu'une évaluation des conditions de travail de l'équipe des Grands-Causses (Aveyron) a été programmée en milieu d'année.

Par ailleurs, les personnels de la Réserve Naturelle de la Baie de l'Aiguillon (Charente-Maritime) et de la LPO Marais poitevin (Vendée) auront été questionnés sur les mêmes problématiques liées à leurs éventuels risques professionnels et sur les axes permettant l'amélioration de leurs conditions de travail.

De même, il est à noter qu'un travail préventif aura été amorcé avec le service de santé au travail de Rochefort en rapport avec la maladie de Lyme et la Leptospirose-Borréliose.

2-4 Autres conditions de travail – Durée et aménagement du temps de travail

La LPO est signataire d'un accord sur la réduction du temps de travail appliqué depuis le 1^{er} janvier 2000 et a adhéré à la CCNA en 2003. Un travail est actuellement mené avec les IRP pour préciser les pratiques en matière d'organisation du temps de travail et créer un outil de suivi des temps appliqué à l'ensemble de salariés.

A noter que l'ensemble des salariés de la LPO a travaillé 203.696 heures sur l'ensemble de l'année 2007, contre 204.223 heures en 2006.

2-5 Formation

Depuis le passage à la CCNA (mai 2003) et dans le cadre de la formation professionnelle, la LPO travaille avec l'organisme collecteur Uniformation. Le financement des formations professionnelles se calcule au prorata de la masse salariale globale versée l'année précédente, déduction faite des frais de gestion fixée par l'organisme en question.

Ainsi, en 2007, la LPO s'est acquittée d'une contribution globale de 51.279 € au titre de son obligation (plan de formation interne, professionnalisation des entreprises, CIF CDI & CDD).

La LPO gère son plan de formation interne et a ainsi réalisé un total de 475 heures de formation inscrite dans le cadre du plan de formation professionnelle (contre 653 heures en 2006) au bénéfice de 22 salariés (contre 27 salariés en 2006).

Cette diminution d'heures de prise en charge de formation s'explique principalement par une diminution de l'enveloppe formation accordée par Uniformation, générée entre autres choses, par une augmentation des frais de fonctionnement de l'OPCA.

Ont ainsi été financés en 2007 des formations concernant des logiciels informatiques (Photoshop, Flash, Access...), des perfectionnements en langues étrangères, un bilan de compétences, un brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA), un stage au bénéfice d'animateur permettant de sensibiliser le public à la protection de l'environnement...

A ce plan de formation professionnelle, il convient d'ajouter des actions de formation liées aux diverses activités de la LPO dont les frais pédagogiques sont pris en charge par les organismes extérieurs (ATEN, RNF, Régions...).

2-6 Relations professionnelles – Activités sociales et culturelles

Les représentants du personnel ont notamment travaillé dans le courant de l'année 2007 sur divers dossiers tels que :

- Poursuite de la mise à plat des règles et des modalités de récupération des salariés, sans aboutissement définitif à ce jour (l'outil de suivi des temps de travail des salariés n'a pas encore été finalisé).
- Validation du plan de formation professionnelle présenté par la direction générale, avec une réserve du CE concernant la méthode d'élaboration de ce plan, les délais de consultation du CE (non respectés pour la 4ème année consécutive) et le suivi de sa mise en œuvre (responsabilisation des encadrants concernant leur rôles et devoirs en matière de formation professionnelle des salariés).
- Appui pour la création d'une procédure de gestion-anticipation des fins de CDD et de contrats précaires à la LPO.
- Appui pour la réduction des risques d'incendie dans les locaux de l'Arsenal et de la Corderie Royale (dégagement des sorties par transfert-stockage d'archives).
- Appui pour une prise en charge par la direction générale de tenues vestimentaires au bénéfice du personnel de terrain.
- Validation d'un trombinoscope présentant l'ensemble des salariés de la LPO nationale.
- Amorçe d'une réflexion pour une meilleure prise en compte et prévention des risques sanitaires liés à la Leptospirose et la Borréliose de Lyme (en lien avec le CHSCT)
- Participation à l'organisation des journées d'intégration du personnel.
- Implication dans la mise en place des groupes de travail liés au transfert du siège national.
- Implication dans le cadre de l'installation

du siège social de la LPO dans ses nouveaux locaux.

- Organisation du pot de Noël pour 70 personnes réunies à cette occasion (dont 25 enfants). L'ensemble des salariés aura bénéficié d'un bon d'achat d'une valeur unitaire de 70 € et 59 enfants auront reçu un cadeau de Noël.

La contribution de la LPO au financement du fonctionnement de l'institution représentative du personnel est égal à 0,2 % de l'ensemble de la masse salariale de l'association et 1 % affecté aux activités sociales et culturelles de l'ensemble de la masse salariale de l'association qui se répartit comme suit :

- chèques déjeuners :	34 %
- bons d'achat :	19 %
- chèques vacances :	25 %
- chèques culture :	12 %
- autres	10 %

3- COMPTES PREVISIONNELS 2008 – 2009

3-1 Evolutions prévisibles

Statuts Art.8, règlement intérieur Art. 5-4

Les hypothèses retenues sont cohérentes et constituent une base acceptable pour l'établissement des comptes prévisionnels; ils sont la traduction chiffrée des activités retenues figurant dans les différents objectifs pour 2008 et 2009, et sont en conformité avec le projet associatif de la LPO, en liaison avec BirdLife International.

Il a été établi des évaluations sincères des recettes et des dépenses consistant à ne faire figurer que des recettes dont le principe est acquis et à inscrire des dépenses appréciées de manière réaliste, sans omettre celles revêtant le caractère de dépenses obligatoires, ou relatives à des engagements à servir (fonds publics ou générosité publique...).

Les programmes importants de conservation des espèces et des espaces comportent souvent un échelonnement pluriannuel des dépenses (fonctionnement et investissement), dont les financements acquis qui y sont associés sont également versés avec un décalage parfois important; la traduction budgétaire en a été adaptée,

Les prévisions salariales 2008 ont été établies sur la base d'un

effectif constant (reconduction sur une année complète de la situation au 31-12-2007). La baisse anticipée des aides à l'emploi est intégrée au travers de la réduction du poste subvention en 2008.

L'évolution des recettes devrait se maintenir sur les prochains exercices selon les quatre axes suivants :

- Croissance du nombre d'adhérents et des dons reçus,
- Augmentation des recettes liées aux abonnements aux revues et aux articles diffusés par correspondance,
- Maintien des programmes de conservation, le plus souvent soutenus financièrement par les Collectivités Publiques,
- Réalisation des engagements reçus en matière de legs.

Ces budgets prévisionnels ont été établis dans un souci d'adéquation entre les objectifs et priorités définis et les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

3-2 Budgets prévisionnels 2008 (révisé) et 2009

Les budgets de fonctionnement des exercices 2008 (révisé) et 2009 ont été établis conformément à la nomenclature du plan comptable associatif (engagements).

N'ont pas été mentionnées, les opérations d'ordre budgétaire à caractère patrimonial (immobilisations, dons et legs en fonds associatifs), de trésorerie (décalage de règlements, avances et acomptes...), ainsi que les contributions volontaires en nature (bénévolat, prestations et dons en nature.).

En euros € Rappel réalisation

Budget prévisionnel de fonctionnement	2008 (révisé)	2009	2007
Diffusion des produits sélectionnés et abonnements	1 673 854	1 730 000	1 471 000
Expertises, études, services, animations, dommages et intérêts reçus	645 646	687 000	790 775
Subventions et autres	2 371 522	2 400 000	1 920 317
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges (RN, Life...)	1 088 963	1 100 000	1 300 631
Cotisations, collectes et autres produits	1 861 500	1 900 000	1 706 512
Produits d'exploitation	7 641 485	7 817 000	7 189 235
Achats, variation de stocks, autres achats et charges externes	3 599 485	3 700 000	3 348 859
Impôts, taxes et versements assimilés	308 000	310 000	302 055
Charges de personnel : salaires et charges sociales	4 020 000	4 100 000	3 837 931
Dotation d'exploitation : amortissements et provisions	115 000	215 000	147 774
Autres charges d'exploitation	64 000	70 000	117 747
Charges d'exploitation	8 106 485	8 395 000	7 754 366
Résultat d'exploitation	- 465 000	- 578 000	- 565 131
Quote part opération faites en commun	- 50 000	- 50 000	- 67 452
Produits financiers	30 000	43 000	87 293
Charges financières	15 000	15 000	34
Résultat financier	15 000	28 000	87 259
Produits exceptionnels	580 000	680 000	461 586
Charges exceptionnelles	0	0	249
Résultat exceptionnel	580 000	680 000	461 337
Impôt sur les sociétés (-)	80 000	80 000	64 521
Report de ressources non utilisées des exercices antér. (Subventions, dons...) (+)	500 000	500 000	629 885
Engagements à réaliser sur ressources affectées (Subventions, dons...) (-)	500 000	500 000	391 400
Résultat de l'exercice : excédent (+) ou déficit (-)	0	0	89 972